



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Exporter-ou-mourir>

SOIT DIT EN PASSANT

Exporter ou mourir

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 759 - août-septembre 1978 -

Date de mise en ligne : jeudi 24 avril 2008

Date de parution : août 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

De toutes les nationalisations réalisées non sans mal et après des débats passionnés par les gouvernements de la IV^e et V^e République, il en est une qui s'est faite discrètement, sans tapage, sans publicité, ni vote du Parlement. Si discrètement qu'elle est passée à peu près inaperçue. C'est, vous l'ignorez sans doute, celle des « marchands de canons ».

Au bon vieux temps de la libre entreprise, que l'on n'appelait pas encore le libéralisme avancé, quand l'Etat ne venait pas fourrer son nez partout, comme aujourd'hui, dans nos affaires, et laissait les citoyens de ce pays se débrouiller sans trop de tracasseries pour gagner leur bifteck, le premier venu, sans connaissances spéciales, pour peu qu'il eut des relations mondaines, son bureau dans un beau quartier et une absence totale de scrupules, pouvait s'installer dans le grand business, celui des armes et autres joujoux guerriers, et y faire fortune. Aussi facilement que dans le prêt-à-porter ou dans la limonade.

Ce temps-là est fini. C'est l'Etat, désormais, qui, soucieux sans doute de moraliser la profession, - en avait-elle donc besoin ? - s'est substitué un beau jour à ceux que l'on appelait les « marchands de canons » pour vendre directement à tous les pays qui en demandent - et ça fait beaucoup de monde - le matériel militaire nécessaire pour s'entretenir. Avec le mode d'emploi ; service après-vente, et, en prime, un ennemi héréditaire en état de marche et un casus belli garanti sur facture.

La noble industrie du casse-pipes, nationalisée, marche bien, merci. Elle n'est pas en déficit comme la S.N.C.F. Jamais, sauf en temps de guerre déclarée, la fabrication, le commerce et le trafic des armes, en France et dans le monde, n'ont été aussi florissants. Souduits par les modèles de plus en plus sophistiqués que leur offrent les commis-voyageurs des nations occidentales., les pays sous-alimentés du tiers-monde trouvent le moyen de dépenser l'argent qui aurait pu servir à soulager leur misère pour acquiescer les joujoux de mort qui les élèvent au rang d'hommes civilisés.

Et la France, si elle est depuis longtemps à la traîne dans le domaine de la recherche scientifique ou de progrès social, arrive - saluez, Messieurs ! - en troisième position derrière les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sur le marché mondial des livraisons d'armes.

C'est plutôt bon signe, non ? Mais n'allez pas le crier sur les toits. Ça pourrait gêner M. Giscard d'Estaing qui vient de proposer à l'O.N.U. son fameux plan, non pas de désarmement, comme on voudrait vous le faire croire - faut quand même pas exagérer - mais de limitation des armements, et lui faire perdre peut-être sa chance de décrocher le prix Nobel, selon le souhait exprimé par un Omar Bongo, président du Gabon.

Ce n'est pas le moment de se vanter. Par contre, gardons-nous de tomber dans le pacifisme bahlant en rappelant inopportunement, comme le faisait « La Grande Revue » dans son numéro

de juin, ces paroles de Jean Rostand prononcées peu avant sa mort :

« Si, pendant la durée de ma vie, tous les Etats du monde avaient consacré à la recherche biologique les sommes qu'ils ont consacrées à l'armement, l'espérance de vie serait aujourd'hui portée à 120 ans et la jeunesse jusqu'à 90 ans ».

Revenons sur terre. Et regardons la réalité en face, au lieu de nous laisser séduire par de dangereux utopistes.

Si le rêve du doux Jean Rostand était réalisé, si l'espérance de vie se trouvait portée à 120 ans et si les hommes restaient jeunes jusqu'à 90 ans, ça poserait des problèmes pour l'Agence nationale de l'emploi, la sécurité sociale, les maisons de retraite, et j'en oublie.

Problèmes insolubles dans le système prix-salaires-profits. Même le meilleur économiste français, le professeur Raymond Barre, en dépit de ses belles promesses présidentielles, ne réussit pas mieux que ses prédécesseurs à sortir notre pays du marasme dans lequel il patauge et continue de s'enfoncer. M. le professeur se contente d'inviter les Français à se serrer la ceinture : « Le pays,

déclare-t-il, ne peut vivre au-dessus de ses moyens. Je le dis aux particuliers et à l'Etat ».

Le moment serait donc mal choisi, comme le voudrait Giscard, de limiter les armements. Ça n'arrangerait pas notre situation économique et aggraverait le malaise social.

Au contraire, nous devons fabriquer et vendre des armes. Le général Mory, tout général qu'il est, en

reconnait la nécessité économique :

« L'indépendance de notre défense exige une industrie d'armement nationale. Or, notre marché intérieur est trop restreint pour la rentabilité de cette industrie. Donc, l'indépendance de notre défense nous oblige à exporter de l'armement ».

D'ailleurs, nos armes, Giscard nous l'a dit sans rire, sont des armes défensives. Ce qui change tout. Quant à savoir ce qui distingue les armes défensives des armes offensives, je laisse à de plus compétents que moi le soin d'en juger. L'important c'est de continuer à fabriquer et à vendre des armes appelées défensives pour soulager notre conscience, assurer le plein emploi et relancer les affaires.

Ainsi, les éventuels candidats au prix Nobel de la Paix pourront toujours proposer, sans courir de risques, la limitation des armements à la tribune de l'O.N.U.